

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Les grèves rebondissent pour le respect des contrats signés et pour les congés payés et les 40 heures.

BRAVO ! LES OUVRIERS COMPRENNENT QUE L'APPLICATION IMMEDIATE DES LOIS SOCIALES DEPEND DE LEUR ACTION DIRECTE

Les Ligues sont dissoutes

Les décrets concernant la dissolution des ligues viennent d'être promulgués.

Le mouvement de grèves avait porté un rude coup aux organisations fascistes en permettant à la classe ouvrière de reprendre conscience de sa force, en clarifiant la situation, en délimitant exactement les deux camps, irréductiblement opposés : le capitalisme et ses soutiens, les travailleurs et leurs organisations.

Car le véritable danger fasciste provenait surtout du fait qu'une partie des populations laborieuses était gangrenée par la démagogie anticapitaliste de certaines fractions d'extrême-droite. Si les travailleurs instinctivement repoussaient les mots d'ordre de l'Action Française sentant par trop le sabre et le goupillon, beaucoup d'entre eux, déboussolés par la crise et le découragement, se sentaient attirés par la phraséologie nationale-communiste des francistes, par exemple.

C'était le manque de combativité des groupements ouvriers qui faisaient la force du fascisme.

Huit jours de combat sur le terrain économique ont fait plus dans le domaine de la lutte antifasciste que mille conférences de M. Paul Chopine.

Aussi la dissolution s'est effectuée facilement, sans résistance véritable. Nous ne pouvons qu'applaudir à ces mesures légales venant achever la besogne si bien entamée.

Mais prenons garde.

Les groupements dissous disposent de moyens financiers qui leur permettront de se reconstituer sous une forme ou sous une autre. Un point au lequel il faut insister, c'est le désarmement immédiat et complet des organisations dissoutes.

Les études parues dans le *Populaire* sous la signature de Hermann prouvent que tous les renseignements relatifs aux dépôts d'armes sont en possession des ministres responsables. Il faut donc agir sans retard.

La classe ouvrière doit elle-même prendre ses dispositions pour procéder à cette mise hors de combat des troupes réactionnaires sans attendre la procédure interminable des Chambres.

C'est seulement de cette manière que la dissolution des ligues sera rendue effective.

Ce sont les organisations ouvrières elles-mêmes qui doivent liquider le fascisme, c'est leur combativité qui constitue la seule garantie, c'est leur armement propre qui doit renforcer leur puissance de producteurs.

Demain, les manquements du Front populaire semant la désillusion dans les masses de travailleurs, sera le meilleur allié de la propagande fasciste. N'oublions pas l'expérience de l'Allemagne.

Le salut réside dans la vigilance prolétarienne, dans son action directe, dans sa lutte pour des buts révolutionnaires.

Le fascisme sera vaincu non par le parlementarisme, mais par la révolution sociale.

Le droit d'asile

La Délégation du Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. tient à porter à la connaissance des organisations et des militants intéressés qu'elle a quitté la Conférence Internationale pour le Droit d'Asile, qui se tenait samedi soir et dimanche à la mairie du 5^e arrondissement, en signe de protestation contre l'attitude du Comité organisateur à l'égard des représentants de la C.G.T.

Il faut que l'on sache que d'un commun accord il avait été convenu qu'aucune question susceptible de provoquer des contradictions dans l'assemblée n'aurait été soulevée.

Malgré cet engagement, que notre Délégation était prête à respecter jusqu'au bout, à la séance d'hier matin, le Comité organisateur de la Conférence, chercha de contester le nombre et de discuter au sujet de la personnalité de certains de ces délégués. Tant vrai que l'on refusa l'entrée de la Conférence à plusieurs mandataires, y compris le Secrétaire du Comité du Droit d'Asile, lui-même.

La Délégation revendique hautement son droit de choisir ses propres représentants sans avoir à en rendre compte qu'à sa propre organisation et à la C.G.T.

Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. n'a pas besoin de rappeler l'action tenace et persistante que notre Centrale Syndicale Française a menée depuis toujours en faveur du Droit d'Asile et des revendications légitimes des travailleurs immigrés.

Elle regrette cet incident dont les responsabilités incombent uniquement aux organisateurs de la Conférence.

Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T.

Tout est possible... Oui, par l'action directe

La vague de fond qui a soulevé depuis un mois les victimes de l'exploitation capitaliste est encore loin d'être apaisée.

Malgré l'accord du 7 juin et les lois sociales déposées, les travailleurs se rendent compte que c'est seulement la force ouvrière organisée qui peut faire entrer dans la pratique les engagements pris, et dont l'application se heurte aux manœuvres hypocrites ou à l'hostilité déclarée du patronat.

Aussi, si l'on enregistre une accalmie dans la région parisienne, il n'en est pas de même en province où les travailleurs subissent des conditions d'existence plus misérables encore que leurs camarades parisiens. L'excellente tactique inaugurée par les métallurgistes parisiens a eu les plus heureuses répercussions sur l'ensemble du monde ouvrier du pays tout entier, et c'est pourquoi le mouvement revendicatif persiste et se propage dans les régions et les industries non encore atteintes.

Il a même gagné la Belgique où les exploités défendent courageusement leur droit à la vie, face à la répression policière dirigée contre eux par les ministres socialistes en exercice.

Il est incontestable qu'à la faveur de cette action directe et des résultats obtenus, la classe ouvrière reprend confiance en elle-même. Elle doit donc faire en sorte que les avantages qu'elle a conquis de haute lutte ne restent pas sans lendemain.

Elle vient de faire l'expérience que c'est seulement devant l'ampleur du mouvement et l'ambiance révolutionnaire déterminée par l'occupation des usines, que la bourgeoisie a cédé à ses légitimes revendications.

Il est donc raisonnable de penser que cette pression ne devra pas se relâcher dans l'avenir, mais devra, au contraire, être organisée d'une façon méthodique au sein de l'organisation ouvrière renforcée.

Car, l'éveil de la conscience de l'antagonisme des classes et le sentiment de la solidarité et de la responsabilité dans la lutte ont été tels, au cours de cette action, où les travailleurs sentaient confusément qu'ils tenaient bourgeoisie et gouvernement à leur merci, qu'ils se sont

portés en masse vers l'organisation syndicale. De 1.200.000 le mois dernier, la C.G.T. compte à ce jour 3.300.000 adhérents, et l'afflux des adhésions continue.

Par ce sang nouveau et vigoureux qui lui est insufflé, la C.G.T. retrouve donc, en plus grand, sa composition sociale d'avant-guerre. Un élément neuf, peut-être inexpérimenté, mais qui vient de prouver qu'il est capable d'accomplir de grandes choses et d'aller même au delà des limites qu'on veut lui assigner, réclame sa part de responsabilité dans la lutte décisive qui s'engage.

Voilà pour les partisans du redressement syndical, pour ceux qui luttent contre les déviations politico-gouvernementales, un sérieux appoint, s'ils savent s'employer utilement pour canaliser toutes ces volontés agissantes.

Leur tâche est d'éclairer les nouveaux venus sur les mobiles qui poussent les partisans de la paix sociale et de l'intérêt général dans le cadre du régime, à freiner les aspirations ouvrières. Elle est de les orienter vers les buts révolutionnaires que comporte la situation actuelle.

Nous ne devons pas laisser échapper notre heure.

Déjà, à peine le premier danger est-il écarté et le principal foyer d'agitation s'est-il éteint que la réaction capitaliste songe à reconquérir le terrain perdu. La riposte se manifeste sur le plan économique par une augmentation générale des produits et sur le plan politique par l'agitation dans la rue.

Du petit commerçant (cher à Thorez) au gros industriel, tous sont décidés à défendre avec acharnement leurs intérêts sur le dos du consommateur.

Si l'augmentation de son pouvoir d'achat est annihilée par une augmentation correspondante ou supérieure des produits les plus indispensables, prolo sera donc Gros-Jean comme devant !

Pourquoi les dirigeants syndicaux n'ont pas prévu dans les accords conclus le réajustement automatique des salaires aux fluctuations du coût de la vie, c'est-à-dire l'échelle mobile,

c'est un mystère qu'il conviendra sans doute d'éclaircir, mais les intéressés doivent, sans tarder, exiger cette clause dans les contrats collectifs.

Nous avons, ici, prévu depuis longtemps cette situation. Nous avions annoncé les difficultés que rencontrerait le gouvernement de Front populaire devant l'opposition inconciliable des intérêts en présence.

Nous répétons que, pour nous, toute solution recherchée dans le cadre du régime ne peut se résoudre en faveur de l'élément ouvrier que si celui-ci est assez fort pour l'imposer. Le gouvernement et les législateurs ne font que sanctionner le fait établi, l'expérience vient une fois de plus de le démontrer.

Or, pour acquérir la puissance indispensable, il faut que le mouvement ouvrier offre toutes les garanties d'indépendance à ceux qui rejoignent ses rangs. Il faut que ceux qui sont liés à la politique gouvernementale par une fonction parlementaire soient écartés impitoyablement des postes responsables qu'ils ont acquis lorsqu'ils prétendaient se consacrer entièrement à la cause syndicale.

Face aux tractations du gouvernement Blum qui cherche à concilier des intérêts irréductiblement opposés au détriment du salarié-consommateur, l'action ouvrière doit être menée vigoureusement et avec toute l'indépendance nécessaire.

D'autre part, l'agitation réactionnaire qui se manifeste à nouveau va obliger l'organisation ouvrière à sortir du cadre strictement corporatif pour envisager la défense des libertés acquises et balayer définitivement le danger fasciste.

Dans les comités d'entreprises, dans les sections locales, dans les bourses du travail, une immense besogne doit être faite par les syndicalistes révolutionnaires pour orienter la lutte ouvrière vers les solutions révolutionnaires qui s'imposent.

Si nous laissons passer notre heure, ce sera celle de la réaction.

Songez-y avant qu'il soit trop tard.

N. FAUCIER.

Prolétariat et bourgeoisie LES GRÈVES

De l'avis de tous, ces grèves ont trop duré. Il serait grand temps qu'elles s'arrêtent. Devant l'action ouvrière, le gouvernement s'émue, des factions s'agitent. Bergery dont nous signalions dans un précédent numéro la conception toute jacobine et nationale de la révolution s'inquiète déjà de la tournure prolétarienne de ce mouvement. Des partis de gauche dits « de classe » s'imprègnent de cette fluidité et de cette méfiance jacobine. La multiplication des serments, déclarations, discours et manifestes remplace le mouvement ouvrier dans l'atmosphère diluante des « saints principes ». En parlant du jacobinisme c'est donc à une tendance du mouvement ouvrier que nous faisons allusion. Les conceptions jacobines déracinées par cinquante ans de bataille syndicale repaissent victorieusement dans les paroles des chefs. Si demain ceux-ci parvenaient à les replacer dans la base prolétarienne, c'est toute l'organisation ouvrière qu'il faudrait reprendre à ses débuts. Raciné sur un terrain nouveau, le capital profiterait inmanquablement de la première défaillance des masses pour imposer à la société sa forme autoritaire : le fascisme.

Examinons les rapports de ce jacobinisme petit-bourgeois avec l'organisation et la lutte syndicale dans la mesure où les derniers événements nous donnent des éclaircissements sur ce sujet.

Le syndicat constitue pour le radicalisme petit-bourgeois un outil de démolition capitaliste comme il est pour d'autres politiciens le bouillon où s'incube et se développe le ferment d'une doctrine.

En aucun cas l'organisation syndicale par sa force et sa détermination propre ne se révèle pour eux un facteur capable d'apporter au monde d'une part un cadre de gouvernement démocratique et d'autre part une action déterminante du progrès social. Ils voient dans le syndicat tout autre chose que les ouvriers et même-mêmes : une force d'appoint qui peut jouer dans le concours politique jusqu'à concurrence d'égalité ; et même plus cyniquement un moule coercitif à l'énergie négative des masses.

Lorsque au sens de Bergery et de quelques autres, l'action revendicative des masses s'est transformée en action politique (ce qui n'est d'ailleurs qu'une expression fautive puisque cette prétendue action politique n'est qu'une revendication économique poussée à son maximum), lorsqu'il y eut donc action politique c'est-à-dire des que des menaces d'expropriation et de collectivisation d'entreprises se furent précisées, il réapparut dans la presse de gauche des signes de gêne et en particulier dans *La Flèche* des menaces précises contre ce que Bergery appelle stupidement en bourgeois dont la finesse s'obnubile devant une réalisation prolétarienne : « les sabotages de la lâcheté et de la surenchère ».

Parallèlement ces représentants de la classe moyenne que nous nous abstenons de qualifier de démagogues et lâches — car ces défauts cachent une finesse et une volonté très réelles — par l'intermédiaire de leurs politiciens qualifiés provoquent de la part du gouvernement une action positive contre un capital tristé et cartellisé qui doit disparaître en leur esprit au bénéfice d'une démocratie petite-bourgeoise qui n'a rien de commun avec le prolétariat. C'est ainsi que le « mercanti » a suivi le « provocateur », l'un devant contrebalancer l'autre et tous deux devant disparaître devant l'ordre socialiste et la nation petite-bourgeoise.

La bourgeoisie, disons-nous, craint le syndicalisme, expression de la maturité du prolétariat — mais il lui plairait assez d'incorporer à son action un vaste organisme prolétarien compréhensif et docile. C'est pourquoi elle tentera de précipiter la classe ouvrière dans une organisation dont elle se contenterait de contrôler les manifestations par des mesures d'ordre national comme l'arbitrage obligatoire ou le fameux respect de la légalité inclus dans l'accord Matignon.

Bergery constate d'autre part qu'en bien des cas la direction des grèves a échappé au syndicalisme. Nous avons fait avec la même gêne la même constatation, mais à rebours non pour déplorer la direction des grèves, mais bien la direction du syndicalisme. Nous avons été heureux de voir pour notre part que les « négations anarchistes » avaient encore des correspondances chez la masse.

Nous sommes d'accord avec Bergery sur les faits, non sur les conclusions car nous ne servons pas la même classe. En vérité non, la direction des grèves n'a pas échappé au syndicalisme, mais elle a peut-être bousculé quelques directions syndicales. Elle a tellement étonné certains bourgeois qu'elle leur fait perdre la notion de ce qu'eût été une véritable direction syndicaliste, révolutionnaire et apolitique. Elle leur fait prendre leur projet pour une réalité. Non le syndicalisme n'est pas encore incorporé à l'Etat ni la masse syndicale fondue au creuset de la direction réformatrice. En vérité l'action des masses est syndicaliste ; la politique c'est l'appui que le gouvernement a quêté et obtenu de la direction syndicale. Sous

Si la guerre éclatait...

Si, à l'intérieur du pays, le ciel se dore de quelques teintes roses (?), du côté de la frontière l'horizon reste sombre.

La victoire électorale du « Front Populaire » et les premiers succès parlementaires du ministère Blum font perdre de vue à la plupart la menace qui pèse sur l'autre « Front ».

Je n'ose pas affirmer que cette menace s'aggrave ; mais il est certain qu'elle persiste : sérieuse, redoutable, horrible.

Je sais bien que le programme du Gouvernement actuel comporte, outre la conquête du pain et la défense de la liberté, la sauvegarde de la paix. Mais d'un programme à sa réalisation, il y a souvent plus loin que de la coupe aux lèvres.

Le serment du 14 juillet 1935 ne m'inspire pas, en ce qui concerne le pain et la liberté, beaucoup de confiance ; pour ce qui est de la paix, il ne m'en inspire aucune.

Pour en parler congrûment, j'ai attendu la déclaration ministérielle.

A dire vrai, je n'espérais pas y trouver l'expression d'une inflexible volonté de paix se manifestant par l'annonce d'une de ces déterminations précises et concrètes qui ne laissent place à aucune équivoque.

Je prévoyais des déclarations ronflantes mais ambiguës, des engagements solennels mais restrictifs, des cris de haine à la guerre et des serments d'amour à la paix. Pas moins, mais pas plus.

J'ai lu très attentivement cette déclaration ministérielle et je n'y ai rien trouvé, rien de ce qui, même sous une forme discrète et voilée aurait pu me rassurer.

Cherchant à me persuader que je n'avais apporté à cette première lecture ni un suffisant effort de compréhension, ni un esprit assez dégagé de toute idée préconçue, j'ai relu le passage consacré à « la volonté de paix du pays » et cette seconde lecture n'a fait que fortifier mes appréhensions.

En un article excellent, *Le Libertaire* (1) a cité ce passage de la déclaration ministérielle et l'a fait suivre de commentaires remarquables.

Aussi, me dispenserais-je de revenir sur ce sujet, si celui-ci n'était pas d'une importance capitale.

Sur son exceptionnelle gravité, pas la moindre illusion à se faire : le maintien de la paix domine et conditionne présentement tous les problèmes que soulève la situation actuelle, car :

Si la guerre éclatait, les plans les plus laborieusement conçus et exécutés pour le

(1) Voir, dans le N° 500 du *Libertaire*, portant la date du 12 juin 1936, l'article « La marque de la bête ».

Ce soir, vendredi, 26 juin, à 20 h. 30, au Théâtre Lancry, 10, rue de Lancry

GRAND MEETING
sous la présidence d'Albert CANE pour

“ LE DROIT D'ASILE ”
prendront la parole

AUBOIN, FERRUCCI, L. LOREAL
CAPORALI, KLOTZ, NOGUERES
Avocat, Avocat
Sébastien FAURE, Suzanne LEVY,
Georges PIOCH, RINGEAS.

Nota. — Les lecteurs du *Libertaire* sont instamment priés d'assister à ce meeting.

Tous ce soir au meeting pour le droit d'asile, 10, rue de Lancry

prétexte que vous êtes des politiciens, il ne faudrait pas voir partout de la politique, ni surtout renverser les problèmes. Chaque fois que vous verrez pointer l'aube d'un mouvement social, vous pourriez crier à la politique et vous faire applaudir par quelques bourgeois. De la lutte pour un minimum à la lutte pour un maximum vital (disparition de la plus-value du travail par l'égalité des conditions) il n'y a pas de transformation qualitative. Si vous admettez qu'on peut réduire le droit d'un patron sur le terrain économique vous devez admettre que sur le même terrain on peut détruire ces droits patronaux. L'expropriation, la collectivisation, c'est le contrat collectif limite que veulent arracher les travailleurs.

**

Nous disons maintenant que si dès les premiers jours les dirigeants syndicaux avaient compris que la généralisation de la grève appelait la grève générale, si le parti socialiste avait été un parti révolutionnaire, nous n'aurions certainement pas à polémiquer contre la bourgeoisie jacobine. La révolution se fut exécutée de bout en bout, entraînant les classes moyennes, brisant le capital, manifestant une puissance que les radicaux jacobins, réformistes, planistes craignent sans doute par sentiment mais qu'ils ne lui reconnaissent pas en cette conjoncture historique.

Lorsque Bergery dans l'estimation des forces de classe met en garde le peuple français contre une surestimation de l'élément prolétarien, ce n'est pas à la vraie composition des forces qu'il doit la vérité de ses paroles, mais à la dépréciation du prolétariat qui est le fait des directions syndicales et politiques pénétrées de réformisme, parlementarisme, planisme et de toutes les déviations du socialisme prolétarien. C'est d'autre part en semant l'erreur de la faiblesse prolétarienne qu'on récolte une vérité relative avec la sous-estimation de la capacité révolutionnaire des masses.

Le prolétariat est si sûr qu'il a défaut d'une vraie clairvoyance révolutionnaire (ce manque de clairvoyance causé par l'action des dirigeants qui font tout pour l'aveugler), il apporte dans les réformes de détail une minutie, une intelligence, une conscience dont personne ne le croyait capable. Et il apparaît vraiment que sa maturité révolutionnaire est la seule provocation ou surenchère que messieurs les chefs voient partout où ils ne peuvent plus placer leur ignorance ou leurs mauvaises raisons.

Après ces graves, il ne restera plus rien des traquenards où les politiciens voulaient jeter le prolétariat. Organisations de Front populaire sur une base jacobine et bourgeoise ? Mais tout ce qui est sain dans le Front populaire afflue vers l'organisation syndicale.

Loi de quarante heures, contrat collectif, mesures de paix sociale ? Mais avant la loi, avant même l'étude des projets par les techniciens qualifiés, les ouvriers en imposent la réalisation par des mesures de guerre sociale. Les salaires obtenus dépassent presque partout les barèmes syndicaux.

Contrôle ouvrier, autre mesure d'entente sociale ? Nous avons vu de quelle façon il s'est exercé dans les usines pendant les grèves. Il n'eût tenu qu'aux dirigeants qu'il s'exercât d'une façon continue et totale.

Mais ces dirigeants n'avaient pas en vue la révolution que le prolétariat pouvait faire. En conclusion il faut remettre la partie. Si le prolétariat veut prendre en mains toutes les cartes : organisation démocratique et révolutionnaire dans ses syndicats, direction idéologique de classe, indépendance vis-à-vis des combinaisons politiques ; s'il veut prendre toutes ces cartes et les jouer la partie remise doit être bientôt partie gagnée. Les organisations existantes ne peuvent rien pour sa victoire. Il doit forger sa forme dans la lutte. L'organisation ne tombe pas du ciel. Le processus historique n'est favorable à personne. La bourgeoisie conserve ses vieux cadres solides mais dégaris. Le prolétariat possède une énergie sans cadre. Il peut faire de la machine syndicale son organe révolutionnaire, son organisation, son cadre.

La petite bourgeoisie le surveille. Elle dicte à ses champions des promesses et des menaces de classe. Entre deux classes adverses, capital et prolétariat, cette petite bourgeoisie entend se fortifier en dépit des « sabotages de la lâcheté et de la surenchère ». Elle prétend imposer la domestication du prolétariat en se l'adjoignant momentanément dans une lutte toute nationale et limitaire contre le haut capital — pour le rejeter après service. Mais nous tenons à préciser de notre côté, preuves en mains, que cette domestication est un stade dépassé de l'évolution historique et qu'organisé sur un plan de lutte le prolétariat peut dès à présent pousser son exigence quantitative au maximum et qu'il en sortira normalement une force totalitaire et absolue : la Révolution Proletarienne.

L. DAURAT.

Les prisonniers politiques de la Santé sont "libérés"

Malgré ses promesses, le Front Populaire n'a pas encore voté l'amnistie. Les prisonniers politiques de la Santé, dont notre camarade Lora, attendaient toujours la bonne volonté des nouveaux maîtres du jour.

Ceux-ci ne semblaient pas pressés, ce que voyant les emprisonnés décidèrent de faire la grève de la faim.

La décision prise, ils passeront à l'action. Au deuxième jour, ils eurent satisfaction. Aujourd'hui ils sont libres.

Une fois de plus l'action directe a eu raison des aléas du gouvernement.

Ceci nous démontre que les promesses du Front Populaire ne se réaliseront que si ils sont imposés.

AMIS DE LA REGION PARISIENNE

Contrairement à ce qui a été annoncé la semaine dernière, notre

Balade Champêtre du 14 juillet

se tiendra dans le bois de Clamart, au lieu dit :

LE TAPIS VERT

dans un magnifique cadre de verdure.

Autobus à la Porte de Versailles.

(Les détails de l'organisation paraîtront dans les prochains numéros.)

Le Coin des Jeunes

Marche arrière

Parmi les nouvelles théories récemment lancées par le Parti communiste et les organisations qui subissent son influence, une des plus curieuses est celle qui a trait au militarisme.

Les propagandistes communistes défendent l'idée que la besogne essentielle à accomplir est de démocratiser l'armée française, de la purger en la débarrassant de tous les officiers et sous-officiers fascistes.

Ce mot d'ordre se rattache naturellement à la conception générale qui prévaut actuellement, envisageant la question internationale sous l'aspect schématisé de la lutte entre les nations fascistes et les pays démocratiques.

(Remarquons en passant que ce bloc « démocratique » comprend entre autres l'Autriche de Schussnigg, la Yougoslavie qui vit sous la botte des généraux, etc., etc., etc.)

En effet, ce n'est qu'à l'époque du pacte franco-soviétique qu'est apparue la « ligne » nouvelle dans les organes du Komintern.

Par nécessité de politique extérieure, le P. C. révolutionnaire en théorie, en est arrivé à préconiser les thèses des plus farouches partisans de la Défense Nationale.

Jaurès ne les aurait pas désavoués.

Ce qui apparaissait comme évident pour toutes les écoles révolutionnaires, à savoir que l'armée en régime capitaliste est un instrument de répression pour les conflits sociaux intérieurs et un instrument de défense de la bourgeoisie pour les conflits extérieurs est abandonné au profit des vieilles rengaines réformistes. Les formules de l'intérêt national, de défenses des libertés, de patrimoine commun sont remises à neuf et présentées comme nouveautés.

Il suffirait de reprendre les anciennes « Huma » pour trouver tous les arguments réfutant ces théories du socialisme national.

Les guerres coloniales — Indochine, Syrie, Maroc — ont été la plupart engagées et menées par des gouvernements de gauche.

Vis-à-vis de l'Allemagne rien dans l'attitude des ministères « démocratiques » n'a différé de celle des ministères « réactionnaires », toutes deux étaient celle de l'impérialisme français.

La répression contre « les mauvaises têtes », les compagnies de discipline, les bagnes militaires, ne sont nullement le fait d'une certaine catégorie de grades, mais constituent un de fondements même de l'armée bourgeoise.

On pourrait multiplier les exemples sans peine. Un certain antimilitarisme superficiel peut parfaitement être accepté par tous les démocrates, républicains qui ont toujours de grands principes dans la bouche ou au bout de la plume, mais qui en réalité sont les plus enragés représentants de l'exploitation capitaliste, prêts à sacrifier les populations ouvrières, à leurs intérêts égoïstes, féroces dans la répression.

Cet antimilitarisme timide, hypocrite, conventionnel et de bon ton n'a rien de commun avec notre antimilitarisme révolutionnaire. Notre lutte contre l'armée n'est qu'un aspect de notre lutte contre le régime tout entier.

Pour nous 1914 reste une expérience décisive, définitive.

Libre au Parti communiste de passer l'éponge sur la trahison social-démocratique lors du grand conflit, d'oublier les raisons qui ont provoqué la scission ouvrière, libre à lui d'abandonner ce qui lui reste d'esprit révolutionnaire et d'en revenir à la collaboration de classes.

L'unité entre les vieux réformistes et les néo-réformistes est possible, puisque plus rien ne les distingue.

Quant à nous, nous appelons tous les éléments sincères qui peuplent encore les sections de la II^e et la III^e Internationale, à lutter de commun accord contre la guerre qui vient, contre la société qui l'engendre.

La haine du militarisme fait partie de nos conceptions d'émancipation sociale.

Le poing nouveau du prolétariat abattra un jour la bâtisse capitaliste et son chapiteau branlant : l'armée.

En attendant redoublons d'efforts en luttant avec ténacité contre ses aspects les plus révoltants : les 2 Ans et les bagnes militaires.

CH. RIDEL.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE

Fédération Nationale de la J. A. C. — Ecrire au secrétariat provisoire au Lib.

Groupe des Etudiants. — S'adresser à Delman au journal.

Groupe Paris-Ville. — Permanence tous les samedis, de 16 à 18 heures. Mardi 30, à 21 heures précises, causerie par le cam. L. Daurat sur « L'attitude des partis ouvriers devant la guerre ». Appel à tous les sympathisants.

Pour une liaison internationale. — Toutes les organisations de jeunesse anarchistes et syndicalistes (principalement Espagne, Suède, Bulgarie, Hollande, Mexique, Chili et Etats-Unis) sont invitées à se mettre en relation avec notre Fédération de langue française.

Les groupes belges (Bruxelles) et suisses (Genève) sont priés de nous communiquer leur adresse.

Une noble figure

Le fringant Casimir de la Rocque dépose chaque semaine dans le « Flambeau » le fruit de son travail intellectuel, avec une persévérance digne d'éloges.

C'est laborieux, pas très clair, mais la bonne volonté y est, c'est l'essentiel.

Evidemment Casimir n'écrit pas pour les Croix de Feu, toujours convaincus. Pourvu qu'ils sachent marcher au pas et écouter aux portes...

Notre homme se démène surtout pour les salopards de tout poil, pour ceux qui ne pensent pas tricolore, qui veulent la Révolution ! Vous vous rendez compte, il préférerait leur coller 4 jours avec le motif.

Mais on est bon ou on ne l'est pas et par bonheur c'est le péché mignon de Casimir. Il s'efforce à replacer les égarés dans la voie du salut, à leur faire toucher du doigt la vérité vraie.

Avec ça pas fier, tout le monde peut l'approcher, il ne mord pas.

Une petite pointe de susceptibilité cependant.

Mais elle est normale si l'on songe aux tristes crétiens à qui l'on a affaire, s'obstinant à ne pas comprendre les finesses de la dialectique Croix de Feu.

L'intelligence toute militaire de Casimir ne lui permet pas toujours de les comprendre lui-même, mais que diable un peu de bonne volonté ne ferait pas de tort.

Car malgré quelques vilénies débitées sur son compte le comte est un fin malin, un petit mariollet.

Ce n'est pas à lui qu'il faut venir parler de la clef du champ de tir ou du zéro de la cantinière.

La réponse serait un claquement de mâchoire, un petit mouvement du menton et hop !

Ah mais.

A part cela il est tout disposé à ouvrir les bras pour la réconciliation nationale.

Comme les nacos.

L'embrassade finale quoi.

Heureux la Rocque qui parlait dans un de ses derniers papiers de l'intelligence du peuple, de ses sursauts souverains.

Sursauts souverains ? Il lui faudra ce jour-là se cuirasser les fesses.

Et malgré ces preuves d'amour pour le peuple on le dissout lui, Casimir ! Un comble ! Vous en êtes un autre de dissous a-t-il noblement répondu à l'individu chargé de lui annoncer la nouvelle.

Car ainsi que le dit la chanson :

Un soldat c'est comme son pompon

Plus ça devient vieux plus ça devient...

GUY.

Notes et Glanes

♦ J'ai fait un rêve... C'était en République de Dito-Vieille démocratie. Gouvernement à tendances marxistes. Dans son ensemble, le pays était frondeux. Quelques énarques qui avaient encaissé les décrets-lois dix mois auparavant, sans sourcil, s'émurent. Et je le fais la grève sur le tas, et je le fais des tas de grèves. Patronageon rejimbe. Grand-Manitou, chef du Gouvernement, manda deux caids fort écoutés et leur dit : arrondissez les angles.

Le premier caid, le Beau Maurice, dit : « Tout n'est pas possible ! » Le second, Léon de Genève dit : « Je prends le mouvement en mains ! » Et il n'y eut plus ni tas de grèves, ni grèves sur le tas. Rêve stupide, allez-vous dire ! Non ! Car dans ce rêve, ou ce cauchemar, plus exactement, j'ai vu et entendu dans un coin, Grand-Manitou dire à Patronageon : « Accordez-leur ce qu'ils demandent car dans six mois vous aurez besoin de leurs vies pour vous défendre. » Puisse ce cauchemar ne pas être une réalité.

En tous cas, dès aujourd'hui prenons position et répétons ce vieux rabâchage : Pas un sou, pas un homme, pour la guerre, qu'elle qu'elle soit.

♦ Dimanche, à Verdun, Pétain a discoursé. Et il a dit : « Il faut enfin réveiller chez les Français le culte du l'idéalisme, leur donner une mystique nationale. » Après tout, pourquoi pas ? Et je propose : l'ANARCHIE, porteuse de flambeaux.

Et après-demain... — Pierre MUALDES.

Un « mastic » a rendu incompréhensible mon papier de la semaine dernière. J'espère néanmoins que les lecteurs auront compris que je trouvais injustifiées les poursuites intentées contre les trotskystes pour lesquels je tiens à le dire, je ne nourris aucune sympathie particulière, leur dictature n'étant pas plus souhaitable que celle de Staline.

La liberté de penser est seule en cause en cette affaire. — P. M.



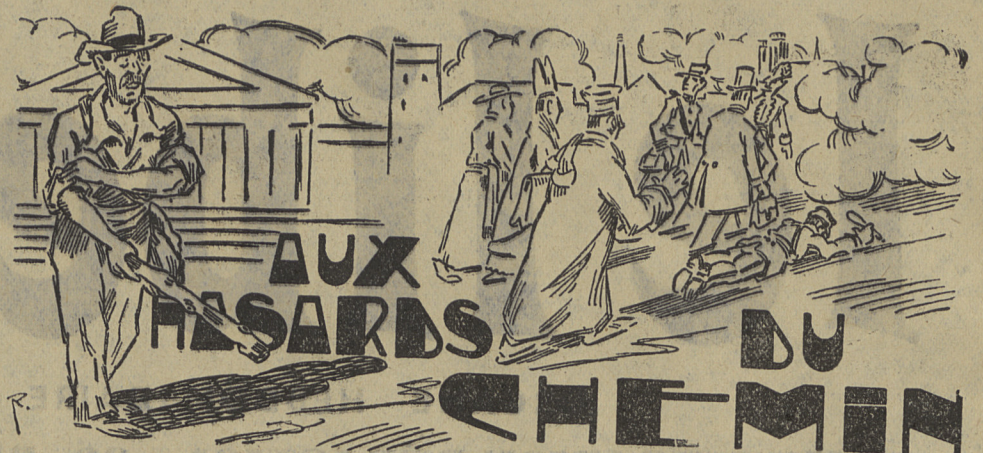
SILENCE DANS LE RANG

L'Humanité mène campagne contre La Fouchardière. Il aurait « insulté » les grévistes en lutte, et commis le crime de lèse-majesté vis-à-vis de Thorez.

La pudibonde « Huma » se voile la face. Religiosité et hypocrisie sont toujours synonymes. Les grévistes auront été les premiers à rire d'un papier qui n'était que très moral. Aucune insulte, aucune pensée malveillante. Les journalistes bolchevistes n'ont pas toujours une telle correction.

Mais est-ce bien le motif de tout ce bruit. Nous ne le pensons pas. On peut ne pas toujours être d'accord avec les hors-d'œuvre de La Fouchardière, mais ce que l'on ne peut pas nier c'est l'esprit d'indépendance et antimilitariste de leur auteur.

Indépendance, antimilitarisme, voilà deux termes qui sonnent mal aux oreilles de nos « nacos ».



Propos d'un Paria

L'apparente transformation causée par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dit de Front populaire a donné, une fois de plus, la mesure de ce que l'on peut attendre de la servilité humaine.

Je ne m'appesantirai pas sur l'attitude de la police qui croit bon d'affirmer à toute occasion son « loyalisme républicain ». Nous avons dans les journaux de gauche que gendarmes, gardes républicains puis agents de la préfecture de police et de la sûreté nationale avaient au cours de leurs congrès « corporatifs » votés à l'intention du gouvernement des ordres du jour où ils s'affirmaient les défenseurs dévoués de la République. Et certains ajoutaient même : « comme par le passé ».

On a vu boulevard de Charonne que la défense de la République était comme par le passé dirigée contre ceux qui se permettaient d'avoir d'autres idées que celles des maîtres du moment.

Et cela, bien entendu, au nom de la liberté et de la fraternité qui restent toujours avec l'égalité — on se demande pourquoi — au front des édifices publics.

Ce sont les méthodes fascistes mises en pratique, mais avec l'hypocrisie en plus.

Ces jours derniers, dans l'Œuvre, G. de La Fouchardière raconte que le jour où le comte Casimir ordonna un pavoisement général, il arbora à sa fenêtre un drapeau noir — fait d'un tablier d'écolier et d'un manche à balai. Si ce n'est pas la simple trait d'humoriste, on peut bien dire que La Fouchardière a eu bien de la chance de s'en tirer à si bon compte.

Supposons qu'un disciple de Staline ait aperçu l'emblème séducteur, un peloton de gardes mobiles aussitôt alerté et accompagné de la cellule du coin se seraient rués à l'assaut de l'étendard de la paix et de la liberté, sans préjudice d'un passage à tabac bolcho-policier à la mode du Père-Lachaise.

Ce qu'il y a de curieux à constater également, c'est l'attitude de certains journaux de la grande presse dite d'informations.

Graduellement, et sans doute proportionnellement à l'importance des chèques reçus, une évolution s'est faite qui se traduit par des articles élogieux pour les personnalités officielles, par des collaborations plus dans la note du moment.

S'il se trouve encore quelques réticences, quelques réserves, c'est tout simplement pour conserver une partie de leur clientèle et en prévision d'un nouveau changement de la politique gouvernementale.

En résumé, la situation est claire : Prostitution, servilité, incompréhension ou fanatisme là, optimisme béat ailleurs, tout cela nous prépare la nouvelle union sacrée auprès de laquelle la dernière n'aura été qu'un enfantillage.

« Hillérien » est déjà devenu la suprême injure de nos communistes-nationaux. Demain ce sera Boche.

Et après-demain... — Pierre MUALDES.

Un « mastic » a rendu incompréhensible mon papier de la semaine dernière. J'espère néanmoins que les lecteurs auront compris que je trouvais injustifiées les poursuites intentées contre les trotskystes pour lesquels je tiens à le dire, je ne nourris aucune sympathie particulière, leur dictature n'étant pas plus souhaitable que celle de Staline.

La liberté de penser est seule en cause en cette affaire. — P. M.

Au sein du Front populaire une voix discordante ne doit se faire entendre, contre la préparation à la guerre, scientifiquement organisée par Moscou. Pas d'antimilitarisme dans l'Œuvre, organe du Front populaire. Que La Fouchardière prenne garde. Malgré les protestations de Jean Piot, les bolchos veulent son départ, ils l'obtiendront, même si cela doit coûter cher à la trésorerie moscovite.

UNE PERLE

Une perle du discours de Thorez, au Vél' d'Hiv'.

« ...Une parole de communiste n'est pas une chose lancée à la légère. C'est quelque chose qui compte. C'est un fait ! »

De quoi se marrer, en quelque sorte ; et ce fut du reste une douce rigolade dans certain coin du virage de gauche.

UN HOMME QUALIFIE

La Conférence internationale pour le Droit d'asile compte parmi les congressistes un délégué particulièrement qualifié : il s'agit de Loria, socialiste espagnol.

C'est cet « ami » des antifascistes émigrés qui, en 1931, alors qu'il était membre du gouvernement espagnol, fit remettre aux mains de la dictature portugaise trois anarchistes italiens. De Portugal un bateau les conduisit tout droit en Italie. Tous étaient condamnés ou sous le coup de poursuites. Le droit d'asile est défendu par des spécialistes qui ont fait leurs preuves.

LA REPRESSION

La Lutte voit son n° 2 saisi comme le n° 1. Cette vengeance du P. C. et de la S.F.I.O. doit soulever la réprobation unanime de la classe ouvrière.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

La preuve est faite que le gouvernement de Front populaire tient à défendre le régime contre lequel il tonnait dans les réunions électorales. Exigeons non seulement l'arrêt des poursuites, mais encore l'amnistie intégrale et l'abrogation des lois qui légalisent la répression.

LES ELUS COMMUNISTES AU SERVICE DU PEUPLE

Au son de la Marseillaise, le mousquetaire Thorez commémore le ci-devant royaliste Rouget de Lisle et prépare l'union sacrée au service des impérialismes rouges et tricolores.

Toucharde cérémonie qui réunit tout le gratin national-communiste, mais à laquelle le prolétariat conscient ne saurait s'associer, car elle prépare son asservissement.

Dans la lutte qu'ils mènent contre les éléments réactionnaires, les travailleurs ont d'ailleurs choisi, et c'est au chant de l'Internationale qu'en différents endroits ils ont balayé ces jours derniers, la racaille fasciste qui, elle, braillait l'hymne grégorien cher à Thorez et aux bureaucrates staliniens.

Une fois de plus, il est démontré que, quelles que soient les manœuvres des chefs félons, l'instinct de classe des opprimés replace la lutte sociale sur son vrai plan aux heures décisives.

Les romanichels.

Meeting de protestation à Lyon

Le mercredi 9 juin le Comité Bartosek et le Comité de Défense Sociale réunis, organisant à l'Unitaire, Salle Zola, 129, rue Boileau, un meeting en faveur des stérilisateurs de Bordeaux.

Après quelques paroles prononcées par Reynard, du Parti Socialiste ; Emery, de la Ligue des Droits de l'Homme et de Front Social ; M. Branche, du Barreau de Lyon, avocat du Comité de Défense Sociale, se plaçant exclusivement sur le terrain juridique, dit passé un bien triste quart d'heure aux chats fourrés bordelais. Puis Georges Pioch monta à la tribune, et tour à tour grave ou ironique, de sa voix chaude et de sa puissante élocution, il souleva l'auditoire en démontrant l'absurdité, la malpropreté d'un régime, qui permet que des hommes puissent être condamnés, même contre la loi, par ceux-là même qui sont chargés de la faire respecter.

A l'issue du meeting l'ordre du jour suivant, transmis au président du Conseil et au ministre de la Justice, fut voté à l'unanimité.

« Les ouvriers lyonnais, réunis Salle Emile Zola, à l'Unitaire, à l'appel du Comité Bartosek et du Comité de Défense Sociale,

« Après avoir entendu les explications des camarades : Reynard, du Parti Socialiste ; Branche, avocat du Comité de Défense Sociale ; Emery, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Georges Pioch, homme de lettres

« Protestent avec la dernière énergie contre l'odieux verdict de Bordeaux, condamnant, en dépit de la plus élémentaire justice, Bartosek et ses amis à des peines variant de plusieurs mois à plusieurs années de prison ;

« S'engagent, au cas où la Cour d'Appel, qui va être appelée bientôt à connaître de cette affaire, confirmerait le jugement, rendu par les premiers juges, à faire toute agitation et l'action nécessaires en vue de leur libération ;

« Demandent au gouvernement socialiste qui vient, pour la première fois en France, de prendre le pouvoir, de faire toute diligence pour hâter le vote de la loi d'amnistie afin de rendre à la liberté et à la vie toutes les malheureuses victimes de la vindicte militariste et de la répression capitaliste.

« Se séparent aux cris de : « A bas les lois scélérates et à bas les bagnes militaires et vive l'amnistie. »

Pour tout ce qui concerne le comité de défense sociale, s'adresser : Lagrange, Bourse du Travail, Boite 56, Lyon.

FÉDÉRATION PARISIENNE

Grande Assemblée des Anarchistes

de la Région Parisienne

Samedi 4 juillet, à 20 h. 30 Salle des Jeunesses Républicaines

10, rue Dupetit-Thouars, 10 (Métro Temple)

Les grèves et le rôle des anarchistes dans cette lutte revendicative

Orateurs : GUYARD, CHARLES REVENUT, FAUCIER

Sébastien FAURE



La Sécurité collective

Nous allons donc vers la liquidation des sanctions. Après la déclaration sensationnelle de M. Eden aux Communes, voici, en effet, le gouvernement français qui vient de déclarer officiellement qu'il acceptait la levée du « blocus » économique de l'Italie en rupture de Pacte. D'aucuns s'en affligent et regrettent de ne pas voir la S.D.N. prendre, au contraire, l'initiative d'une aggravation des sanctions. Il leur paraît que cette défaite de la légalité internationale est non seulement une humiliation pour tous les pacifistes mais encore une menace précise contre la paix. Nous reconnaissons aisément l'exactitude de la première affirmation. Mais nous n'en sommes pas autrement affligés ; nous pensons même qu'il est excellent que certains pacifistes trop naïfs soient humiliés. Quant à la seconde nous avons, dans notre dernier article, montré sa fausseté : loin d'être un danger, la levée des sanctions supprime une menace immédiate. Félicitons-nous donc d'une telle mesure.

Est-ce à dire que, désormais, la paix soit assurée ? Evidemment non. Les causes permanentes de guerre n'ont pas disparu et ne disparaîtront pas, aussi longtemps que durera le régime capitaliste. Les principaux conflits qui dressent les impérialismes les uns contre les autres subsistent et n'ont rien perdu de leur virulence. Les gouvernements ne l'ignorent pas et c'est pourquoi ils travaillent tous à la guerre, soit en armant avec fébrilité, soit en se ménageant de précieuses amitiés. Le monde devient de plus en plus un immense chantier où se forgent les outils de la prochaine guerre, et un lien d'intrigues se couvant, s'entrechoquant, se contrariant, dont les fils sont les pactes de non-agression et d'assistance que ces dernières années ont multipliés.

C'est pourtant sur ces derniers qu'on spéculait pour assurer ce qu'on appelle avec quelque grandiloquence la *sécurité collective*. Le mot fait fortune à droite comme à gauche. Nous le trouvons dans le *Temps* et dans l'*Humanité* et, ce qui est important, avec un contenu sensiblement équivalent. En quoi consiste la sécurité collective ? Essentiellement, elle consiste à revigorer la S.D.N. La faillite de celle-ci dans l'affaire éthiopienne a conduit à envisager à un système plus efficace d'organisation de la paix. Imaginons une S.D.N. pourvue d'un mécanisme précis d'assistance contre l'agresseur et fonctionnant de telle façon qu'automatiquement des sanctions économiques et militaires s'appliquent avec le maximum de brutalité contre l'Etat coupable de troubler la paix : voilà la sécurité collective. On voit qu'il n'y a rien là de nouveau. Mais peut-il y avoir quelque chose de nouveau ?

Le problème, en effet, est toujours le même. Il s'agit de réaliser le bloc des puissances décidées à contenir l'Allemagne, à la maintenir dans le cadre de Versailles. Si l'on observe nos *organismes de la paix*, nous les voyons bien plus occupés à cimenter la coalition anti-allemande qu'à rechercher des formules politiques nouvelles. La grande affaire aujourd'hui, c'est de détacher Rome de Berlin et de l'amener dans le bloc des puissances satisfaites. Pour réussir cette manœuvre on ira jusqu'à reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie. On ira plus loin si c'est nécessaire... la sécurité collective le veut. Par où l'on voit que la sécurité collective n'est pas autre chose qu'un renouveau du vieux système des alliances et des marchandages qu'il comporte. Il en a toute la fragilité car c'est un édifice que la force fera et que la force défera. A supposer, en effet, que la conjonction à laquelle on travaille aujourd'hui se réalise, imagine-t-on qu'elle dure longtemps ? L'Italie, pour des motifs qu'il est facile de se représenter, désertait le camp de la sécurité collective, comme, en 1914 et 1915, elle a déserté la Triple-Alliance. L'instabilité est de règle dans ces combinaisons de puissance.

Le gouvernement français va sans doute tenter pourtant cette construction éphémère. L'*Humanité* l'y convie par la plume de Paul Nizan qui souffre de l'affaiblissement actuel, de la *démision* de la France et qui veut voir reprendre par celle-ci son rôle de porteuse de flambeau... Un plan français, lit-on, peut et doit être proposé, touchant la sécurité collective qui reste, dans le monde présent, l'instrument efficace de la paix.

Élevons-nous une fois de plus contre ces mensonges. Le véritable plan français, celui du Proletariat, ne peut consister à renforcer les positions de l'impérialisme. Il doit être, au contraire, l'instrument de sa ruine. Or l'impérialisme français repose essentiellement sur les bases de Versailles. C'est donc contre Versailles que les travailleurs français doivent lutter. Il ne s'agit pas

ici, répétons-le, de modifications de détail à apporter au Traité, c'est tout ce monument de mensonge, d'injustice et de violence qu'il faut abattre et, sur ses ruines, commencer la construction de la paix.

Jusqu'à ce que cette besogne soit faite, la sécurité collective sera un vain mot.

LASHORTES.

BELGIQUE

Le « moindre mal »

La grève s'est étendue avec une extraordinaire rapidité à tous les bassins miniers et à la plupart des centres de métallurgie. Le textile de Verviers est arrêté, aucun service de transport ne fonctionne à Liège, déjà la région bruxelloise est atteinte et les Flandres elles-mêmes sont touchées.

C'est la meilleure preuve de la misère profonde, permanente qui fait du prolétariat belge une des classes ouvrières les moins payées des pays européens.

Les « représentants » ouvriers au Parlement et au gouvernement, Spaak, Delattre, Vandervelde, etc..., multiplient les appels au calme et adjurent les grévistes de reprendre le travail afin de ne point gêner l'œuvre de redressement national du gouvernement tripartite.

Mais à côté des discours dans les Maisons du Peuple, la répression n'en est pas moins brutale, les expulsions d'étrangers se multiplient, les arrestations se font sur une grande échelle, tous les groupes révolutionnaires sont visés. Notre camarade Lazarevitch est actuellement sous les verrous, victime de son activité de militant anarchiste et syndicaliste.

Un peu partout la gendarmerie a chargé, à Cuesmes, à Quaregnon, à Monsvillie des barricades se sont dressées rapidement et il a fallu plusieurs heures de lutte pour les lever.

La classe ouvrière compte déjà plusieurs morts. Une femme morte de peur suivant les journaux, était en réalité touchée par une balle dans le ventre comme on le constata au moment de l'enterrement.

Les troupes sont consignées, certains régiments sont placés sur les routes stratégiques et occupent différentes centrales électriques.

Que la bourgeoisie ne se fie cependant pas trop à la discipline de ses troupes, la propagande menée par les Jeunes Gardes Socialistes, et les groupes illégaux de jeunes syndicalistes, trotskystes et anarchistes n'a pas été faite en vain pendant plusieurs années.

La bureaucratie syndicale est débordée, ses lamentables propositions tendant à faire rentrer les grévistes uniquement sur de vagues promesses — comme en 1932 — n'ont pu entamer le bloc des combattants ouvriers.

Le caractère de violence que prend le conflit montre assez l'apreté de la lutte ; le gouvernement songe à proclamer l'état de siège, ce qui permettrait de réquisitionner les grévistes pour tous les services importants dans les mobilisations.

Plusieurs dizaines d'années de collaboration de classe aboutissent aujourd'hui à cette situation tragique : la classe ouvrière isolée, luttant désespérément contre le capitalisme, ses propres organisations, ses propres dirigeants. Il a fallu 1886 et ses émeutes pour que la bourgeoisie belge accorde quelques réformes, puisse 1936 permettre aux travailleurs de se forger les organisations révolutionnaires indispensables à la lutte et à la victoire définitive.

J. LIEGEOIS.

Barattini est libéré

On se rappellera le cas de notre camarade BARATTINI, arrêté en Belgique sous le coup d'une demande d'extradition du Gouvernement italien. Condamné à 30 ans de prison en 1921 pour des faits de guerre civile et la seule victime se trouva être un antifasciste le propre, en Belgique, des magistrats tout disposés à livrer un homme à la mort certaine pour obéir non pas à des considérations juridiques quelconques, mais tout simplement aux plus bas instincts réactionnaires et partisans.

Pour le C.I.D.A. : Hemday.

EN ESPAGNE

La répression s'accroît

De plus en plus le gouvernement de Front Populaire de Casares Quiroga apparaît comme voulant jouer le rôle de chien de garde du capitalisme espagnol.

Devant l'ampleur et le nombre des conflits sociaux, l'état d'alarme a été proclamé, ce qui en vertu d'une loi de la République donne le droit d'arrêter les « suspects » et de procéder à tous les actes d'arbitraire d'une façon légale.

La grande grève du bâtiment de Madrid qui englobe 60.000 ouvriers est entrée dans une période de sabotage assez poussée.

La semaine de 36 heures et le relèvement des salaires, surtout ceux des manœuvres, sont les objectifs les plus importants. Le patronat reste intransigent.

Ménée de commun accord entre l'U.G.T. et la C.N.T., la grève se poursuit dans un grand enthousiasme malgré divers essais de briser l'alliance ouvrière.

En effet, les patrons se sont vus épaulés

par le gouvernement qui propose son arbitrage, cependant qu'il ferme les locaux des syndicats appartenant à la C.N.T.

De son côté la Confédération refuse de poursuivre les pourparlers avec les délégués patrons aussi longtemps que ses syndicats seront sous clef.

La grosse question est de savoir ce que décidera l'U.G.T. fortement influencée par la bureaucratie réformiste, mais dont les adhérents se sentent attirés par la combativité des membres de la C.N.T.

Par ailleurs différentes grèves sont en cours, entre autres celle des tailleurs de Madrid, grève générale à Cadix où les centres confédérés sont fermés, les principaux militants arrêtés et où les forces répressives sont concentrées, les mineurs de Rio Tinto sont entrés en lutte contre les magnats anglais, la grève générale s'est déclarée à Valladolid, à Barcelone le personnel des maisons de commerce est en grève, etc., etc.

Au travers de ces conflits et malgré la répression l'influence de la C.N.T. grandit, et ses effectifs continuent ; le nouveau quotidien de Madrid va paraître incessamment.

P.-S. — En dernière heure nous apprenons que les locaux de Madrid ont été rouverts sous la double pression des syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T.

RUSSE

Zenzl Muhsam arrêtée en U.R.S.S.

Nous avons reçu récemment une lettre de Moscou nous informant que Kreszentz Kennam (Zenzl) Muhsam, la veuve de notre camarade Erich Muhsam, a subitement disparu.

Elle était partie, il y a environ un an, à Moscou où elle espérait arranger la publication des mémoires d'Erbert, les bolcheviks étant privés et en public, qu'Erich Muhsam était et œuvres de notre camarade Muhsam. Elle avait sympathies Zenzl Muhsam finit par remettre aux « autorités compétentes » les manuscrits de Erich, est resté anarchiste. Ayant cru, dans sa naïveté, que les bolcheviks étaient sincères dans leurs paroles d'Erbert, les bolcheviks étant prêts à tirer profit de tout. Mais Zenzl ne manquait pas bien entendu, de déclarer ouvertement, puis, elle disparut.

Hélène Stassova, une des figures les plus connues du bolchevisme, amie et collaboratrice de Lénine, présidente du Secours Rouge International est l'ami de Zenzl Muhsam et avait été son guide à Moscou. C'était la seule personne à laquelle on put s'adresser pour se renseigner sur ce que faisait Zenzl. Sa réponse, dans le style tchékiste de tous les courtisans de la cour du Kremlin, fut la suivante : « Envoyez-moi ce que vous avez à lui dire, et je le lui transmettrai aussitôt ». Dans une seconde lettre, évitant toujours de répondre franchement à la question posée, elle écrivit qu'elle ne pouvait rien faire et qu'il fallait attendre. Nous ne voulons toujours pas croire à l'infamie consommée. Mais il y a quelques jours nous apprenons définitivement que Zenzl Muhsam a été arrêtée et se trouve en prison. On ne sait pas — et pour cause — dans quelle prison elle se trouve.

Telle est la façon dont Staline commémore le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Erich Muhsam par les bandes hitlériennes.

Staline et Hitler se donnent la main pour assassiner les militants révolutionnaires et pour étouffer les voix de leurs complices.

L'arrestation de Zenzl Muhsam est une honte, une insulte et une infamie lâchée. Staline et Hitler ont prouvé plus d'une fois qu'ils étaient capables des crimes les plus crapuleux, et ceux qui ont assassiné Erich Muhsam il y a deux ans, comme ceux qui ont emprisonné Zenzl Muhsam il y a quelques semaines, oppriment de la même façon la pensée révolutionnaire.

Mais il ne faut pas que l'opinion publique reste inerte et laisse impunis de tels crimes odieux. Et si nous protestons contre les horreurs de l'hitlérisme en Allemagne, n'oublions pas de protester contre celles du bolchevisme en Russie. Que la lâcheté inouïe d'une Hélène Stassova, qui poignarda son amie dans le dos, serve de leçon à tous ceux qui, en allant en Russie, se croient encore de par la grâce d'« amis », à l'abri de la vengeance mesquine des tchékistes tout puissants.

Zenzl Muhsam doit être remise en liberté et doit pouvoir revenir aux siens. Nous demandons à la classe ouvrière de tous les pays de protester énergiquement contre ce nouveau attentat au droit de pensée et d'envoyer des télégrammes de protestation à tous les consulats soviétiques exigeant sous menace de manifestations publiques que la libération immédiate de notre camarade.

Maxime Gorki

Le télégraphe nous annonce la mort à Moscou du haut fonctionnaire littéraire Maxime Gorki.

Nous ne voudrions pas suivre ici la mauvaise coutume qui consiste à distribuer aux défunts des éloges et rien que des éloges. Pour nous il s'agit tout d'abord de la vérité et si cette vérité est amère nous n'y pouvons rien.

Si le fonctionnaire Gorki vient de mourir, il y a à bien longtemps que le grand écrivain et luttier Maxime Gorki est entré.

Car il fut un Maxime Gorki (gorki-amer) dont le cerveau portait des profondeurs même du peuple russe, dont les écrits ont reflété la pensée et l'action, la lutte et les espoirs populaires.

Ce fut un symbole de son époque.

Je me souviens d'une discussion avec un simple krasniameitzi (soldat rouge), en automne 1921, au moment où partout il était question de l'opposition ouvrière, de l'étatisation des syndicats.

Nous étions d'avis différents, lui combattant l'opposition. Pour clore la discussion il déclara : « Gorki est avec nous, la conscience populaire est donc de notre côté. » J'ignore quelle était l'attitude de l'écrivain à ce moment, mais ce qui importe, c'est que la légende ouvrière voulait voir Gorki avec le peuple.

En 1922, Gorki quitte la Russie, des bruits couraient : « La liberté de la presse ou le pars » aurait-il dit. Aspirant à l'expression libre de la pensée, les masses travailleuses mettaient leurs vœux dans sa bouche, ne pouvant plus le dire publiquement, la censure commençant à sévir.

Plus tard sont venues les années de soumission et d'adaptation à la politique de Staline, à la conception du socialisme dans un seul pays. Les défenseurs d'octobre écrasés et enfermés, Gorki dansa avec son maître sur le cadavre de la Révolution russe, suivant les coups de barre à droite et les soi-disant coups de barre à gauche.

A ce moment il ne se tait plus, il approuve. Il alla jusqu'à approuver la dictature personnelle.

La Russie n'a perdu qu'un satrape.

BRONCKA.

LE CAMP MARXISTE

Le Parti Communiste Espagnol

Madrid, Juin 1936.

Que feront les stalinien dans la jeunesse unifiée.

J'ai dit dans un de mes articles que l'Espagne est un pays d'imprévu. Si l'on se laisse guider par un raisonnement schématisé ou par des analogies, il faudrait s'attendre à des conflits aigus et à des luttes intestines violentes, ayant pour objectif la conquête des organismes directeurs. Une telle hypothèse n'est pas exclue. On a assisté, il y a quelques semaines, à l'exclusion de l'ancien directeur de la Jeunesse, accusé de « travail de fraction ». Ces luttes, cependant, prendront la tournure que leur imprime la mentalité du pays. L'attitude équivoque des communistes, qui est dictée par les besoins de la politique extérieure de Staline, est un obstacle sérieux de triomphe au sein de la Jeunesse. Mais l'obstacle le plus sérieux se trouve en dehors de l'organisation unifiée ; c'est la Jeunesse libérale. La J. L. avec son dynamisme, avec ses mots d'ordre révolutionnaires et l'examen de tous les jours des résultats obtenus par les gouvernements marxistes, tant en Russie qu'ailleurs, sort de pôle d'attraction à la jeunesse ouvrière, et la Jeunesse socialiste, pour garder son prestige, est obligée de s'adapter à cette situation et prendre des positions révolutionnaires. Il y a des moments dans la lutte du prolétariat où les palabres ne suffisent plus. Il faut agir. Des moments semblables se produisent fréquemment en Espagne, à cause de la violence des conflits sociaux. C'est dans les luttes que la J. L. montre son dynamisme, son dévouement à la cause d'émancipation du prolétariat et attire à elle tout ce que la jeunesse compte d'éléments généreux et actifs.

Les communistes sont actuellement en Espagne un élément modérateur. Ils ne veulent pas gêner le Gouvernement du Front populaire. Le double jeu au sein de la Jeunesse finira par percer, ce qui ne manquera pas de diminuer leur influence. Il se peut aussi qu'ils emploient les moyens habituels de pénétration : corruption, diffamations, démagogie, mensonges sur l'U.R.S.S., l'exaltation du Chef Suprême — Staline bien aimé — pour arriver à s'accaparer des organismes directeurs. Cette tactique pourrait être en Espagne aussi funeste que dans les autres pays et on assistera à la chute verticale d'effectifs. Alors Staline et ses séides régneront sur les ruines.

Un fait récent tend à confirmer cette hypothèse. La direction de la Jeunesse unifiée avait envoyé à ses sections, dans la région de Seville une circulaire les invitant à se rendre au meeting de Ecija où Prieto, Gonzales Pena et Thomas devaient prendre la parole et de saboter le meeting en chantant l'hymne des révolutionnaires Asturiens et en acclamant Largo Caballero.

Prieto et ses compagnons ont failli y être assassinés et n'ont eu la vie sauve que grâce à l'intervention de la garde civile et d'un détachement des gardes d'assaut.

Le journal du Parti socialiste « El Socialista » même, depuis, une campagne violente contre l'activité de la jeunesse et demande des sanctions. La circulaire en question a été publiée dans son numéro du 8 juin. *El Socialista* n'incrimine pas les communistes et réserve ses attaques aux partisans de Largo Caballero. Mais les dirigeants communistes de la Jeunesse seront obligés de prendre parti dans le conflit et de découvrir leur jeu. On verra la suite.

On se rend compte par ces faits que la jeunesse unifiée vit dans une crise latente et l'union pourrait bien se terminer par une scission retentissante.

Pour l'instant, les partisans de Largo Caballero tiennent en main l'organisation et les communistes se contentent d'être des seconds.

L'organisation des Jeunesses socialistes pourrait devenir la forteresse du P.C. Jusqu'à présent le P.C. Espagnol mène une existence plutôt effacée. En Catalogne, le parti est inexistant et n'a pas une vie propre. Le front marxiste (union des différents groupes d'opposition) la supplante auprès de la clientèle petite-bourgeoise qui rêve d'établir pour le prolétariat une politique des positions nationalisées lui nuisent auprès du prolétariat, imprégné d'internationalisme (grâce à la propagande libérale et socialiste). (Le P. C. espagnol tout comme la F.A.I. et C.N.T., est contre le nationalisme catalan, etc.). Le Parti en Catalogne est mécontent à ce point qu'on lui épargne les moqueries que les ouvriers révolutionnaires réservent d'habitude à Staline et à ses « maréchaux ». On ne voit pas les affiches du P.C. à Barcelone. Les quelques mercenaires que Staline a dans cette ville se contentent d'être à la remorque du gouvernement local du « courageux » Companys. Pour démontrer le néant du bolchevisme et du socialisme en Catalogne, il suffit de noter que le journal de la jeunesse unifiée s'appelle « Iskra ». Le mot veut dire en russe *Étincelle*, mais il est incompréhensible pour les espagnols. On peut dire, sans risque que se tromper, que les mots d'ordre, bolchevistes ont le sort du titre du journal : personne ne les comprend et ne cherche à les comprendre. C'est le sort que le prolétariat mondial réservera au bolchevisme dans le proche avenir ; le mépris, suivi de l'oubli.

A Madrid la situation est différente. Le voyageur de passage dans cette ville est frappé par le nombre et la diversité des affiches du P.C. Le portrait du célèbre « chef » Dimitroff, dont le courage s'exerçait à Leipzig contre Vander Libe, orne les murs, les vitrines et les water-closets de la capitale espagnole. Ses « pensées », ses mots d'ordre, ses attitudes « héroïques » sont partout. La bureaucratie stalinienne veut faire de Dimitroff, que les révolutionnaires bulgares avaient surnommé, dans la période révolutionnaire d'après-guerre « héros de grenier » — (on devine pourquoi) — un héros prolétarien. Le cinéma y est pour quelque chose. Dimitroff est photographié. Quant à ses ex-

ploits révolutionnaires, personne ne les connaît. Ils sont du genre de ceux de Trotsky. L'héroïsme de ces « chefs » consiste surtout d'envoyer à la mort les autres et de se sauver au moment critique. Dimitroff est un représentant typique de cette catégorie et si les fusillés et les pendus des journées tragiques de septembre 1933 pouvaient ressusciter, il aurait du mal à rester à Moscou. Il serait envoyé dans un camp de concentration. Pour l'instant, il exalte l'admiration des petites bourgeoisies en quête d'émotions fortes.

Les murs de Madrid sont ornés de papillons : Sauvons Thaelmann, sauvons Prestes, etc. On change les affiches chaque jour. Leur nombre est incalculable. Le gouvernement du Front Populaire serait heureux de voir détourner l'attention du prolétariat vers les pays lointains, car les prisons espagnoles regorgent de détenus soit disant de droit commun (plus de 2.000). Les affiches communistes ne sont pas déchirées. A Madrid paraît aussi l'organe central du P.C. *El Mundo Obrero*, quotidien du soir, il est crié partout, mais on voit rarement des gens qui le lisent. Son tirage ne dépasse pas 10.000 exemplaires. C'est le soutien le plus fidèle du gouvernement actuel.

Cette agitation de surface pourrait faire croire, au voyageur mal renseigné, à l'existence d'un mouvement communiste vigoureux. La réalité est différente. Il suffit de vivre quelques semaines à Madrid pour se convaincre du néant de l'influence communiste. Je ne voulais pas croire, que tout d'agitation de surface serait sans rapport avec une influence réelle dans les masses ouvrières. Dans les milieux bourgeois, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, on s'étonne que les étrangers puissent attribuer une influence quelconque au Parti Communiste. Tous sont unanimes pour déclarer que le Parti Communiste est très faible. Le seul danger révolutionnaire, c'est la C. N. T. la F. A. L. et l'alliance de ces organisations avec l'U. G. T. Pour les milieux gouvernementaux, le concours du Parti Communiste est précieux. Les chefs du Front populaire comptent sur le P.C. pour torpiller Largo Caballero. Les socialistes de toutes les tendances ne craignent pas l'influence communiste. Pour eux le bolchevisme ne menace ni le Parti, ni les syndicats.

Charles ROBERT.

(A suivre.)

Si la guerre éclatait...

(Suite de 1^{re} page.)

Pour ma part, j'ai l'inébranlable conviction que, dès l'ouverture des hostilités, toute opposition collective s'avèrera impossible.

On'est-ce à dire, si ce n'est que la bataille passionnée que nous devons engager et poursuivre contre cette folie des folies, ce crime des crimes, ce mal total et absolu : la guerre, c'est dès à présent, immédiatement, aujourd'hui même, qu'il est indispensable de la pousser à fond, puisque, si nous lui laissons le temps de s'établir sur nous, tout sera perdu et qu'il n'y aura plus rien à faire.

Chez moi, ce n'est pas seulement une conviction, mais une certitude que l'action de tous les pacifistes intégraux (et tous les anarchistes le sont) doit avoir pour but d'empêcher la guerre, de la rendre impossible.

**

Je conservais peu, très peu d'espoir que le Gouvernement de Front Populaire, ayant à préciser sa position dans la politique extérieure de la France, s'éloignerait de la ligne tracée et constamment suivie par ses prédécesseurs.

L'étude attentive, minutieuse et impartiale de la déclaration lue, hier, à la Chambre et au Sénat a emporté ce faible espoir.

Poincaré, Briand, Barthou se survivent. Herriot, Laval, Flandin et Tardieu lui-même ne désavoueraient ni l'esprit ni la lettre de ce manifeste gouvernemental.

Il est d'un longuier faite surtout, très probablement, pour en décourager la lecture. C'est un monument, mais un monument d'imprécision, d'ambiguïté. D'un bout à l'autre, le morceau est redondant et sonore ; mais il est d'un vide désespérant.

Il peut se résumer en ces quelques mots : « La France veut la Paix ; mais elle n'a pas renoncé à la guerre. »

Le Gouvernement de Front Populaire aurait pu s'en tirer par un de ces gestes purement symboliques qui sont dans sa manière. Il aurait pu saisir le Parlement d'un projet de loi, tendant à diminuer d'un jour la durée du service, d'un soldat les effectifs militaires, d'un canon les armements et d'un franc le budget de guerre de la France pacifiste.

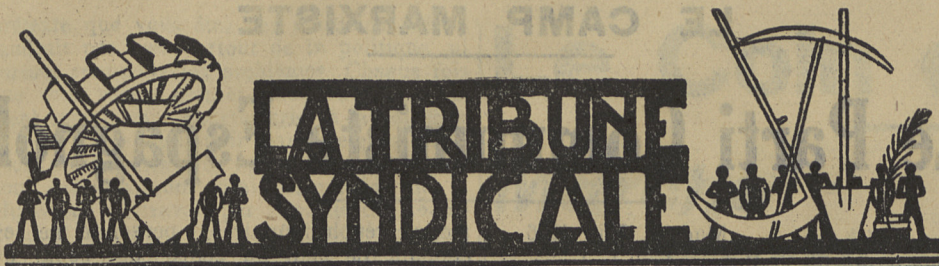
Le sacrifice de ce jour, de ce soldat, de ce canon et de ce franc aurait permis à Blum de se déclarer fidèle à l'idée du désarmement sans lequel, il l'a proclamé cent fois, il n'y a pas de paix possible. Et le chœur des thuriféraires du Front Populaire aurait pu prétendre que, du moins, en France, le désarmement était en marche.

Blum a peut-être songé à ce geste symbolique. Mais coincé entre le parti radical et le parti communiste, entre le patriotisme de Daladier-Herriot-Chautemps et le super-patriotisme de Thorez-Cachin-Vaillant-Couturier, Blum pouvait-il pousser l'audace jusque là ?

Evidemment non.

Alors...

SEBASTIEN FAURE.



APRÈS LA BATAILLE

Sous les efforts coalisés du patronat, des Excellences du Front populaire et des dirigeants ouvriers, les dernières répercussions de la grande bataille sociale s'apaisent. Et déjà, un léger trouble, une certaine hésitation succèdent dans les esprits à la fièvre combative, à l'enthousiasme de la lutte. Une muette interrogation hante les militants vaguement incertains : Les travailleurs sortent-ils vainqueurs ou vaincus du grand conflit ? Et chacun de s'appuyer les résultats acquis par rapport aux possibilités soudainement révélées, par l'envergure du mouvement.

Cette question posée sous cette forme un tantinet brutale, est pour l'heure quelque peu hâtive, tellement il semble difficile de lui donner immédiatement une réponse d'un caractère péremptoire.

Gardons-nous d'un jugement précipité d'autant plus, nous l'avons dit, que les avantages obtenus par les travailleurs sont réels.

La semaine de 40 heures va faire bénéficier les travailleurs des progrès du machinisme dont ils ont été jusqu'ici les seules victimes.

Le contrat collectif, assurant les exploités d'un salaire minimum, les sauvera des effets désastreux de l'effacement des salaires dû à une main-d'œuvre trop abondante.

Les congés payés constituent une précieuse détente, rompant la désespérante monotonie d'une année d'esclavage.

Mais pourquoi les révolutionnaires ne regretteraient-ils pas la liquidation d'un mouvement promettant les plus belles espérances.

Les dirigeants syndicaux ont beau prétendre que le prolétariat doit s'attacher de préférence à la réalisation d'objectifs constituant autant d'étapes sur le chemin de leur émancipation, il n'en reste pas moins que cette limitation obstinée, arbitraire, paradoxale dans une période révolutionnaire, se révèle un facteur de conservation sociale. D'autant plus que ce langage peut n'être qu'une excuse ou constituer le plus effronté des alibis.

Il est trop évident que la pusillanimité des cadres — et non pas leur prudence, terme flatteur employé par eux-mêmes — a joué un rôle important, mais nullement décisif, car l'opportunisme politique et des considérations de politique étrangère ont pesé lourdement sur le mouvement, au point d'en compromettre même le succès relatif.

Dès lors s'impose l'impression très nette que l'indépendance d'action de la classe ouvrière est fortement compromise.

Et c'est là la cause du malaise qui pointe obscurément dans la conscience ouvrière. C'est que bien des faits jugés anodins au cours de la bataille apparaissent soudain un jour différents.

Sans vouloir faire œuvre de docteur, et tout en restant dans le domaine concret du langage des faits, il est utile de rappeler que les rapports sociaux sont régis finalement par les impératives sommations de la force.

L'évolution sociale entravée par les stagnations, les reculs, n'est que la résultante du flux et reflux des forces en présence. C'est là des vérités qui ont besoin d'être rappelées pour ne pas être étouffées sous le flot bonimenteur des mandarin assagis.

L'histoire prodigue de leçons de tous ordres ne manque pas de nous fournir maint exemples typiques plus que convaincants. Conscienceuse à l'extrême, elle nous rappelle que les victoires mal consolidées se sont effritées et transformées en d'inévitables défaites.

C'est que s'il s'agit d'être fort pour remporter la victoire, il faut le rester pour en conserver les conquêtes. Et comme la force consiste essentiellement en une inébranlable volonté d'action, cette dernière doit être sauvegardée par tous les moyens.

Voilà l'explication du malaise qui a succédé si rapidement à l'enivrement de la victoire. En effet, si la classe ouvrière, profitant de la conjoncture favorable, s'est révélée la plus forte au point de forcer ses exploiters de lâcher quelques brins de leurs privilèges, il n'en reste pas moins que les péripéties de la lutte ont mis en relief l'assujettissement des travailleurs. D'où, comme conséquence, le développement d'une inquiétude sur le sort réservé aux fruits de leur victoire.

Les manœuvres des bureaucrates syndicaux, épaulés par les politiciens du Front populaire, les uns et les autres par l'ampleur d'un mouvement qu'ils n'avaient pas prévu, ont créé l'impression que rien ne serait négligé pour éviter le retour d'une telle manifestation de force.

En vérité, que peut redouter le capitalisme d'une classe ouvrière soigneusement endormie, préparée à respecter les institutions de son régime ?

Les capitalistes ne peuvent pas ne pas avoir tiré la leçon des derniers événements. Le spectacle des dirigeants politico-syndicalistes s'emparant à fond pour escamoter le mouvement, n'a pu que lever leurs inquiétudes touchant leur sort. Comment, dès lors, ne pas admettre qu'un capitalisme rassuré est bien près de la revanche.

On avait répété à satiété que la nouvelle expérience économique-politique s'appuierait sur l'action des masses, avec la secrète pensée que ce chantage suffirait pour permettre la réalisation de quelques vagues réformes.

Seulement, voilà, la classe ouvrière, elle, s'est lancée à fond dans la lutte, au grand désarroi de ses « mandataires ». Ces derniers envisagent-ils toujours de faire appel au moment opportun à l'action ouvrière ? Il est sage d'en douter.

On s'efforcera bien plus d'user de compromis, pour ne pas effrayer les classes moyennes plus que craintives. Autant dire que tout se passerait pour le mieux pour le capitalisme,

tant il est vrai que le compromis joue en sa faveur.

Aussi, pouvons-nous dès maintenant envisager l'avenir sous un aspect moins riant que ne l'a laissé espérer un départ foudroyant.

Le grand bruit qui transperce des « sommets » du mouvement ouvrier est qu'il ne faut gêner rien l'équipe ministérielle du Front populaire. Pour cela, rien ne sera négligé. La classe ouvrière est appelée à faire finalement les frais des nécessités gouvernementales.

Craignons que les conséquences n'en soient pas irréparables.

J. RIBEYRON.

DANS L'ALIMENTATION

Avant participé effectivement à ce mouvement sur les lieux de mon travail d'abord, pour le syndicat de l'Alimentation ensuite, je me permets d'en informer « Le Libéraire » en répondant à son enquête.

Aux Halles d'abord : Pavillon IV (Volailles en gros). Dans ce pavillon où des salaires anormalement bas étaient payés 140 à 200 fr. par semaine, les ouvriers d'eux-mêmes, sans le concours d'aucun parti politique, se réunirent une première fois pour étudier un cahier de revendications et constituer leur section syndicale. Quelques anciens syndiqués rentrèrent dans le bain et aidèrent de leur mieux les travailleurs dans leur conflit. Depuis du cahier de revendication au Syndicat des Mandataires. Proposition de ces derniers sur les accords Matignon, refus de la délégation sur ce point. Proposition du Syndicat patronal de déterminer un salaire de base de 200 fr. plus les accords Matignon. Retour de la délégation devant les travailleurs pour expliquer franchement la situation. Refus de ces derniers. Décision de maintenir intégralement leurs revendications, à savoir : pour les commis, 250 fr. par semaine. Pour les vendeurs, vendeuses, caissiers, caissières, soudeurs, soudeuses, salaire minimum de 1.000 fr. par mois. 15 jours de vacances payés, reconnaissance des délégués syndicaux, délégués à la commission mixte, aucun renvoi. Pour les extras, 45 fr. par semaine. Respect de la loi de 48 h. Construction dans les pavillons (sous-sol) de lavabos. Tarifs ouvriers sur les autobus de nuit.

Je dois dire en passant qu'il n'existe aucun water-closet dans les Halles et que le travailleur doit aller au café pour tout besoin, d'où dépense onéreuse. En cas de refus, la grève est décidée. Non pas grève passive, mais occupation des pavillons. Toute disposition utile était prise à ce sujet. Retour vers le syndicat patronal qui acceptait toutes nos revendications. Ainsi la cohésion totale des travailleurs, leur volonté, la discipline qu'ils s'imposèrent, la netteté de leurs décisions les conduisirent à la victoire. Ah ! les brailleurs des Halles sont vraiment de rudes gars. Il est à remarquer dans ce mouvement la volonté des ouvriers d'unifier les salaires et la victoire obtenue en ce sens que les femmes travaillent maintenant à salaire égal avec les hommes. Cinq délégués ouvriers furent élus et font leur travail loyalement et bravement. Une section syndicale est formée et chose beaucoup plus agréable à déjà prise toute disposition utile pour continuer sa tâche. C'est si vrai qu'un petit nombre d'ouvriers ayant voulu monter un syndicat dissident « Professionnel français », s'est terminé par un fiasco lamentable. J'ai la conviction absolue que notre syndicat continuera sa tâche car il est vraiment bien placé.

Dans les autres pavillons, la situation n'est pas tout à fait la même et j'y reviendrai dans de prochains articles car je me propose une enquête très sévère sur la vie des travailleurs des Halles. Je ne voudrais pas terminer sans dire que la grosse majorité des mandataires du pavillon IV a agi avec une entière loyauté. Espérons qu'il en sera toujours de même. Pour ne pas allonger cet article, je parlerai d'une façon générale des endroits où j'ai pu aller pour le Syndicat de l'Alimentation. A Neuilly, réunion des travailleurs des commerces de détail. Là aussi, salaires excessivement bas. Des commis crémières gagnent 100 à 200 francs par mois, nourris, pour finir, 14 à 16 heures par jour. Allant aux Halles, livrant par tri, servant, nettoyant, c'est un véritable travail de forçat. Comme ils sont charmants les petits commerçants.

Chez les crémières, volailliers, Cours des Halles de Paris, différentes réunions eurent lieu. Réunions très dures, très pénibles du fait de la dispersion des personnes dans des boutiques. Réunions pénibles aussi du fait que les travailleurs en contact perpétuel avec les patrons font par trop souvent leur jeu. En effet, une partie de ces derniers sont parvenus à la fermeture hebdomadaire mais craint que le collègue d'à côté reste ouvert. Pour le faire fermer on envoya les forces dans d'autres boutiques. L'obligation de baisser rideau, je mets en garde les ouvriers contre de tels procédés. Laissez les patrons se débrouiller entre eux et si vous risquez l'arrestation, risquez la pour vous et non pour vos exploiters. Dans ces corporations se glissent aussi pas mal de provocateurs professionnels qui dans d'autres cas, ouvriers dans des mouvements idiots autant que nuisibles. Plusieurs de ces trublions furent vidés de la Bourse du Travail. Je regrette très sincèrement que certains leur font l'honneur de les traiter d'anarchistes.

Comme je l'ai souvent répété, ils n'ont absolument rien à voir avec l'anarchisme, bien au contraire. Dans ces trois corporations après plusieurs réunions, les cahiers de revendication furent mis debout et je suis certain qu'ils aboutiront pleinement grâce aussi à la pression ouvrière qui ne manquera pas. Je reviendrai plus tard sur d'autres faits dans d'autres endroits, mais de mes différentes interventions, j'en conclus que les travailleurs de l'alimentation ont démontré une véritable force et une volonté certaine d'aboutir.

Les camarades du Syndicat général de l'Alimentation, débordés (475 grèves dans une même semaine), surent faire le nécessaire avec des camarades bénévoles. Je dois dire qu'à ce Syndicat il n'y a aucun permanent. Une bonne équipe de copains, vieux syndicalistes, furent partout à la fois et c'est vraiment plaisir de travailler avec eux.

Un vœu pour finir à ces camarades. Vite formez vos cadres syndicaux, éduquez tous ces nouveaux syndiqués, démontrez-leur le rôle important que le syndicalisme jouera dans l'avenir, votre branche est une des plus importantes dans la vie économique du pays. N'oubliez pas que vous êtes appelés à devenir l'organisme de distribution des vivres. Faites de ne jamais faillir. Vous êtes bien partis. En avant, toujours plus en avant !

Charles Revenut.

Chez Langlais

(Fabrique de buses pour corsets)

Le lundi 8 juin, l'usine a été occupée par les 25 ouvriers, ouvrières et jeunes dans un enthousiasme général et avec une discipline librement consentie.

Les camarades de la Jeunesse Anarchiste-Communiste furent parmi les plus actifs, l'un comme délégué, l'autre comme s'occupant du recrutement pour le syndicat, aucun membre du personnel n'étant syndiqué.

Un camarade socialiste comprenant l'utilité du mouvement prit place à nos côtés comme délégué.

Le mouvement garda un caractère strictement syndicaliste. Nous demandons le réajustement des salaires au taux des maisons similaires, le tarif syndical n'existant pas dans cette corporation peu nombreuse.

Dès le début chacun eut à cœur d'assurer sa part de responsabilité dans l'organisation. La cellule du P. C. nous ravitaillant, des jeunes ouvrières allèrent quêter pour le fonds de ravitaillement du 20^e.

Les plus nécessiteux purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

Les camarades nous n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvriers se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Société Française Gardy

(Appareillage électrique à Argenteuil)

Personnel ouvrier, 520 ; employés, 200. Le mouvement éclata par contagion et par suite des bas salaires.

Après deux jours de grève, il est obtenu des augmentations de 1,50, 1,75 et 3 francs pour certaines catégories.

Dans l'usine, des communistes, des chrétiens, des réactionnaires, deux anarchistes.

Faisant partie de la délégation générale et de la délégation à la direction, j'ai pu faire un travail de propagande efficace et ai rendu les anars syndicaux en développant les idées.

Bien que le jour de travail d'éducation syndicale ait été fait, 300 adhésions ont été enregistrées au syndicat confédéré.

Bon moral d'un bout à l'autre. Les femmes, beaucoup plus combattives que les hommes. La question de la suppression du travail aux pièces et des chronos a été posée et éprement discutée. Les travailleurs qui les lois sociales, il est assuré par la municipalité communiste, il en est résulté une amélioration des positions communales.

Tous les espoirs seraient permis si les travailleurs ne manifestaient malheureusement une aveugle confiance en leurs chefs, surtout politiques. Les améliorations ont davantage intéressé les travailleurs que les lois sociales, qui ne sont pas encore bien comprises.

Les ouvriers ne prennent pas encore nettement conscience de leur force ; ils restent prisonniers du respect de la discipline et des lois.

Société Nouvelle de Construction et de Travaux

Chantier de l'aéro-gare du Bourget.

Les travaux entamés en mars 1936 provoquèrent immédiatement des protestations dans le personnel. Les conditions de travail étaient pénibles. Mais ce n'est que le 3 juin que les ouvriers se réunirent par deux fois et décidèrent de déposer un cahier de revendications. Quatre syndiqués sont désignés pour aller le présenter à la direction. Sur réponse négative, une réunion tenue sur le chantier même décide de cesser le travail d'urgence. Le chantier, il avait du reste été occupé déjà la veille, vingt-quatre heures ayant été accordées à la direction pour la réponse.

Tout travail fut interdit aux chefs d'équipe. Le ravitaillement assuré par des collectes et l'appui des communes socialistes et communistes. Moralité : discipline parfaite, recrutement syndical, 140, soit le total des travailleurs, y compris les chefs d'équipe.

Les points qui intéressaient le plus le personnel étaient les salaires et la reconnaissance des délégués d'entreprise. Mauvais accueil aux accords Matignon, surtout pour qui a trait au paiement des journées de grève. Aussi le lundi 15 juin, le personnel a cessé le travail et a repris avec le paiement intégral des journées de grève. Environ un quart du personnel était prêt au travail collectif, mais les autres, confiants dans le Front populaire, attendaient plutôt une décision des élus.

Grande besogne d'éducation à faire, surtout en ce qui concerne la solidarité et l'alcoolisme. Dans l'ensemble, beaucoup d'améliorations, surtout en ce qui concerne l'hygiène et différentes questions de détail.

A signaler que l'arrogance des chefs a disparu. — D. E.

Syndicat des monteurs en chauffage, fumistes, aides et parties similaires

Dans son assemblée générale de fusion, les deux Syndicats ex-confédérés et ex-unitaire, se rendant compte que l'ingérence de la politique dans le mouvement syndical, était responsable de notre longue période de faiblesse et d'inaction ont eu la sagesse de voter la résolution suivante, nous espérons que nous aurons à cœur de travailler et de veiller à son exécution, tant pour le développement de notre organisation, que pour celui de l'avènement du Syndicalisme.

Un groupe de Syndicalistes. Le Syndicat groupant dans son sein tous les Travailleurs sans distinction d'idée politique, philosophique ou religieuse ne peut admettre que les partis quels qu'ils soient ou les sectes s'expriment officiellement dans ses réunions ou s'immiscent ouvertement dans son action.

Dans tout ce qui regarde l'activité du Syndicat, tout Syndiciste est responsable de son activité publique individuelle devant le Syndicat, ses organismes réguliers, ses assemblées générales.

Il n'y aura violation de la démocratie syndicale que dans le cas où l'activité publique incriminée du syndicat tendra explicitement à briser l'ensemble du syndicat, à discréditer le syndicat, à briser l'action collective décidée par le Syndicat.

Dans tous les cas, les sanctions éventuelles de la responsabilité définie ci-dessus seront déterminées en dernier ressort par l'Assemblée générale du Syndicat auquel est affilié le syndiqué.

La démocratie syndicale doit garantir aux minorités syndicales, la représentation proportionnelle (au prorata des mandats qu'elles peuvent compter) dans tous les organismes législatifs du Syndicat, conseil d'administration, Congrès, etc. ceci dans le but d'empêcher toute oppression de la part des majorités, et de rétablir tout contrôle des minorités, l'ensemble de ces dispositions étant la garantie collective de la démocratie syndicale.

La représentation proportionnelle des minorités syndicales ne sera pas applicable à la constitution des organismes de direction pro-

prement dits des syndicats : bureau, secrétariat, pour lesquels les nécessités vitales de l'activité syndicale imposent l'homogénéité d'une constitution majoritaire responsable.

La représentation proportionnelle définie plus haut, pour les organismes législatifs du syndicat, comportera, au cours des assemblées déterminant ces organismes, l'agrément, par les minorités syndicales, de fonctions non représentatives des minorités dans ces organismes. Les minorités et majorités se détermineront sur l'orientation et l'action des syndicats.

Pour éviter toute bureaucratisation des dirigeants de syndicat et les graves dangers que cela comporte, pour favoriser le développement de qualification des militants, pour accroître constamment le nombre de militants qualifiés, et élargir les bases d'une sélection démocratique, les mandats de fonctionnaires permanents des syndicats ne pourront être confiés deux fois de suite aux mêmes titulaires.

Le dévouement constant et l'activité personnelle qui doivent s'attacher aux fonctions du syndicat, devraient permettre aux titulaires d'un poste syndical permanent d'accepter le cumul de toute autre fonction permanente rétribuée quelle soit publique ou privée.

De même, l'indépendance du syndicalisme si elle veut être réellement respectée, ne saurait permettre à un membre responsable du syndicat d'accepter des fonctions publiques ou politiques rétribuées et surtout des fonctions administratives rétribuées par l'Etat.

L'indépendance du mouvement syndical interdit tout particulièrement aux militants et responsables du syndicat d'accepter les fonctions publiques visant à assurer par l'Etat des tâches et organisations intéressant les travailleurs.

A NOS CORRESPONDANTS

Nous nous excusons auprès de nos correspondants ouvriers de n'avoir pu insérer les nombreuses notes relatives aux conflits. L'abondance de copie et l'exiguïté de notre format ne nous permet malheureusement pas de leur accorder toute l'importance nécessaire.

PARIS-BANLIEUE

SANNOIS

ACTION DIRECTE DES CHOMEURS

Voici les faits :

Une municipalité réactionnaire sévit sur la population sannoisienne. Le plus fort de sa gestion consiste à brimer tout ce qui n'est pas clérical, gros propriétaire ou fasciste. Les chômeurs, notamment, sont les bêtes noires de nos chers élus.

L'an dernier, peu de temps après les élections municipales et sans doute pour les remercier de leurs bulletins de vote, 80 chômeurs avaient été radés du fonds de chômage, sans aucun motif, simplement pour satisfaire les désirs d'une espèce de dégoûté du nom de Saucery. L'action des chômeurs avait annulé cette mesure. Mais ne voulant pas s'avouer vaincue, la municipalité décréta alors qu'elle ne paierait plus que six jours sur sept. Pétitions, réunions, meetings, rien n'y fit.

C'est alors, qu'à bout de patience, une centaine de chômeurs décidèrent d'envahir la mairie, et de n'en sortir qu'après avoir obtenu satisfaction. Chose qui fut faite jeudi, à 9 heures du soir.

M. le Maire promet tout ce que l'on voulait (M. le Maire est comme l'Enfer, pavé de bonnes intentions).

MM. les responsables du P. C. prêchèrent le calme et la discipline.

La police municipale était là au grand complet. Rien n'y fit. Les chômeurs ne céderont pas. A 1 heure du matin, M. le Maire se n'enchantait pas la perspective de coucher dans la Mairie (Il n'a pas l'habitude de la dureté cet homme), capitula, et le lendemain, jour de paie, les chômeurs touchaient les sept jours.

Le plus beau c'est que le P. C. chante victoire à tort-à-vice, remercie publiquement par voie d'affiche les Péri, Béronnet et tutti quanti qui ce soir-là était bien loin de Sannois et se souciaient des chômeurs comme de leur premier bavoir (Comme preuve, chaque fois que Péri fut sollicité pour participer à un meeting, il jugea prudent de s'abstenir, sans aucune explication) et invite les bons bourgeois à adhérer en masse au Parti.

Bref, avec son aplomb formidable et coutumier, le P. C. se sert de l'action des chômeurs pour sa propagande.

Pourtant, camarades chômeurs, jamais le P. C. n'obtint pour vous, par sa seule force, le moindre petit avantage.

Toujours ce fut votre seule action qui fit aboutir vos légitimes revendications.

Seule une action directe et énergique est efficace.

RICAISSSE.

Venez passer

votre dimanche 5 juillet 1936

à Villennes-sur-Seine

Grande Soirée Champêtre

au bord de la Seine

— à 500 mètres de la plage —

organisée par le Groupe d'Etudes Sociales de Nanterre et Environs

Réunion au Café-Restaurant des Sports, chemin de la Pergola, à Villennes-sur-Seine. Rendez-vous 67, rue de Courbevoie, siège social du Groupe d'Etudes Sociales de Nanterre, pour le premier départ en auto-car à 7 h.

Autre moyen de communication :

Train gare Saint-Lazare : 8 h. 30, 9 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 05. — Billet A.-R. dimanches et fêtes : 7 fr. 50 ; enfants : 3 fr. 75. Billet collectif : 6 fr. 30 par personne.

Communications Diverses

Appel aux Coopérateurs anarchistes. — Sous ce titre : « La Lutte Economique », s'est formé un groupement de coopérateurs, indépendant de toute emprise politique ou autre, s'adressant à tous les coopérateurs de Paris, de banlieue et de province qui veulent réagir contre une centralisation qui mène la Coopération à sa déformation et à sa perte.

Il s'adresse surtout à ceux qui veulent empêcher qu'à l'avenir, l'argent des coopérateurs serve à subventionner des affaires de cinéma, d'aviation ou de fondation de canons.

Son but est surtout d'aider à fonder dans chaque agglomération sympathique une Coopération gérée réellement par ses coopérateurs directs.

Notice (principes et directives) remise ou envoyée à tous ceux qui la demandent, au siège social : Librairie du Phare, 13, rue Valette, Paris-5^e, ou au secrétaire L. Belin, 7, Cité Dupetit-Thouars, Paris-3^e.

Revue Anarchiste (51, rue Saint-Sauveur, Paris-2^e), Le n° 25 est paru. Prix : 2 fr.

La Vie de l'U.A.

Groupe du 5^e arrondissement. — Le groupe se réunit tous les jeudis, 22, rue Broca, chez Arlagan.

Groupe du XVIII^e. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudanville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 au local du Libéraire.

Groupe Inter-Communal Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains, lundi 20 juin, à 20 h. 30, café Ramel, angle de la rue du Kremlin et du 15-Juillet, à Bicêtre.

Groupe de Colombes. — Pour tous renseignements et adhésions s'adresser à Scheck, 3 bis, rue Victor-Hugo. Le Libéraire est en vente à la librairie, 146, rue Saint-Denis et au marché le dimanche matin de 10 à 12 heures.

Groupe Anarchiste de Clichy. — Samedi 27, à 21 heures précises, 102, quai de Clichy, causeuse sur : « Le mouvement révolutionnaire en Espagne », par Ridel.

Invitation cordiale à tous les sympathisants. Réunion du groupe samedi 27 juin, à 20 h. 30, 102, quai de Clichy. Présence indispensable de tous les camarades.

Samedi après-midi, de 5 à 7 heures, vente du journal à la porte de Clichy.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

On trouve le « Libéraire » à notre siège, tous les vendredis ainsi qu'à la crèche le samedi matin.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe de Bagnelet. — Les réunions du groupe ont lieu tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, rue Hoche; les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe anarchiste de Drancy. — La réunion du Groupe a lieu tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, chez Passebon, café des 3 Marches, 50, avenue Marceau; les copains y trouveront le « Libéraire » toutes les semaines, ainsi que « Terre libre » tous les mois.

Groupe d'Antony. — Le « Libéraire » et la « Patrie Humaine » sont en vente tous les dimanches matin de 9 h. à 12 h., place du Marché.

Groupe Communiste Libéraire d'Aubervilliers. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 15, rue du Vivier, au Café. Appel est fait à tous les camarades habitant La Courneuve et Le Bourget pour rejoindre le groupe.

Groupe Communiste Libéraire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du combat syndicaliste. Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe Anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, au restaurant Frayssé, 101, avenue des Batignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes sans distinction de tendance.

Lille. — Samedi 27, à 20 h. au Cabaret Flamand, 23, place Ribour à Lille, le camarade Bilev traitera le sujet suivant : La leçon d'une grève. Cordiale invitation à tous.

Valenciennes. — S'adresser à Fromont, 1, rue Souder.

Croix-Wasquehal. — S'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole-Croix (Nord).

Amiens. — Pour les adhésions, s'adresser à Grévin, 3, rue Vascoas, Amiens.

« Le Libéraire » est en vente chez Legry, 3, boulevard de Châteaudun.

Ebat. — Le « Libéraire » est en vente chez Geborht, dépositaire central, chez Colin, rue du Pont et au kiosque Tourville.

Pour tout ce qui concerne le « Libéraire », adressez-vous à Le Lann Auguste, Maison du